

COUTERNON

Une riveraine excédée par l'arrêt d'un bus près de son domicile

Une habitante de l'impasse de la Tournelle, à Couteron, a saisi le tribunal administratif de Dijon afin de demander l'abrogation d'un arrêté autorisant le stationnement d'un car dans sa rue.

Un arrêté pris le 21 janvier 2021 par la maire de Couteron, Martine Demaure, interdit le stationnement des véhicules de plus de 3,5 tonnes en dehors de l'emplacement prévu à cet effet rue des Mardors. Est admis le stationnement des véhicules de transport en commun sur autorisation préalable de l'édile. Martine Demaure a, dans ce sens, consenti l'arrêt d'un bus sur un emplacement situé impasse de la Tournelle.

Réveillée par le bus tous les matins à 6 heures

Cette décision vient d'être attaquée devant le tribunal administratif de Dijon par une riveraine de cette impasse, qui se plaint des nuisances visuelles, sonores et polluantes causées par cette décision, évoquant notamment le réveil chaque matin à 6 heures ou encore le fait que le car est contre sa haie durant le week-end.

Le juge devra répondre à différentes questions. Entre autres, la maire de la commune est-elle compétente pour prendre cette décision ? « Oui », répond le rapporteur public. « C'est un permis de stationnement qui relève des pouvoirs de police du maire. Dans ce cas, il est suffisamment motivé : la maire évoque dans son arrêté la sécurité et la tranquillité publique. »

Ce que conteste l'avocat de la demanderesse, pour qui il s'agit « d'une autorisation d'utilisation du domaine public qui devrait être justifiée par l'intérêt général ». « L'autorisation de déroger ne portant que sur certains jours et certaines heures, elle ne porte pas atteinte à l'intérêt de la commu-



Selon l'avocat de la demanderesse, il s'agit « d'une autorisation d'utilisation du domaine public qui devrait être justifiée par l'intérêt général ». Photo d'illustration LBP/Philippe BRUCHOT

« C'est un permis de stationnement qui relève des pouvoirs de police du maire. Dans ce cas, il est suffisamment motivé : la maire évoque dans son arrêté la sécurité et la tranquillité publique. »

Le rapporteur public

ne », répond le rapporteur public. « D'autant que le transport des salariés est de l'intérêt général. »

« Des places de stationnement ne sont-elles pas prévues dans la commune pour les gros véhicules ? »

Cette argumentation est battue en brèche par la demanderesse, qui considère que, d'une part,

« l'autorisation est individuelle (donnée à une société privée, propriétaire Transdev). D'autre part, le chauffeur du bus privatise ainsi le domaine public sans véritablement défendre l'intérêt général de la commune, les passagers venant d'autres lieux. D'ailleurs, des places de stationnement ne sont-elles pas prévues dans la commune pour les gros véhicules ? ».

L'affaire a été mise en délibéré. **Bénédicte D'ORGEVAL (CLP)**

MARLIENS

La carte communale contestée devant la justice



Deux habitants du village ont saisi le tribunal administratif afin de faire annuler une délibération du conseil municipal datant de mars 2021 et approuvant la carte communale. Photo archives LBP/Philippe BRUCHOT

Deux habitants de Marliens ont saisi le tribunal administratif afin de demander l'annulation d'une délibération prise lors d'une réunion du conseil municipal. Ils estiment que le classement de leurs parcelles, dans la carte communale, ne correspond pas à leurs souhaits.

En mars 2021, les élus de Marliens avaient, par délibération à huis clos, approuvé la carte communale. Cette décision était prise par le nouveau conseil municipal, après un premier rejet en novembre 2019.

Deux habitants du village ont saisi le tribunal administratif afin de faire annuler cette délibération, estimant que le classement de leurs parcelles ne correspondait pas à leurs souhaits.

« Pas d'influence sur la décision prise »

Le maire pouvait-il convoquer seul le conseil communal à huis clos ? « Oui », a répondu le rapporteur public. « L'ordonnance fixant les règles pendant la période sanitaire autorise les maires à décider que les réunions se tiennent hors de la présence du public, même pendant la période de couvre-feu. Sur le délai de dix-huit mois passé

entre le résultat de l'enquête publique et la prise de décision, le rapporteur public a considéré « que celui-ci n'a pas eu d'influence sur le sens de la décision prise, ni n'a privé les intéressés d'une garantie ». Avant d'ajouter que « c'est la situation géographique de la parcelle qui justifie cette décision ». Le rejet total de la demande a été requis.

« Le nouveau classement est inadapté à la situation »

« La séance du conseil aurait dû minima être retransmise par visioconférence », a plaidé l'avocat d'un demandeur, indiquant la présence d'un journaliste ce soir-là. « Pourquoi la séance a-t-elle été fixée à 18 heures, heure du couvre-feu ? La carte communale rejetée en 2019 aurait dû faire l'objet d'une nouvelle enquête publique ». Selon les demandeurs, « le projet rejeté aurait dû être modifié avant d'être réexaminé ».

Enfin, sur le fond, l'avocat avance que « le nouveau classement est inadapté à la situation. L'une des parcelles avait reçu une autorisation de division et d'aménagement en vue de construire en 2019 (ce qui vaut autorisation de construire). Son classement en zone naturelle entraînera de facto un refus de permis de construire ».

L'affaire a été mise en délibéré. **Bénédicte D'ORGEVAL (CLP)**

BIENPUBLIC.COM

Retrouvez toute l'actualité de la plaine de Saône sur notre site Internet.

Depuis 1987

ALUFERM

FABRICANT
INSTALLATEUR

Véranda
Pergola
Fenêtre PVC/alu
Portail
Porte de garage

Salle d'exposition
39380 OUNANS
03 84 37 71 73
/www.aluferm.com/

LONGCHAMP

Une épicerie fine ambulante s'installe tous les quinze jours sur la place de l'Église

L'épicerie fine ambulante de Charlène Monot, Délices des terroirs, s'installe place de l'Église, à Longchamp tous les quinze jours, les mercredis de 16 h 30 à 18 h 30. Ce commerce permet aux habitants de découvrir des produits de qualité à deux pas de chez eux.

Des produits locaux, dont une majorité en vrac

« Je suis une grande consommatrice de thé et n'étant pas entièrement satisfaite de la qualité de mes achats, j'ai profité d'une réflexion entamée lors de cette crise sanitaire et en particulier lors du confinement pour en affiner le raisonnement », explique cette habitante de Magny-Montarlot âgée



« Je souhaite proposer des produits à prix contenus, mais aussi créer du lien social », indique Charlène Monot. Photo LBP/Ph. P.

de 36 ans, qui a laissé le monde de la gestion pour créer ce commerce ambulante. « Pourquoi ne pas

proposer à la clientèle un accès à des produits de qualité issus de commerces locaux ? C'est ainsi

qu'aujourd'hui, je travaille avec une quinzaine d'entreprises que j'ai découvertes à travers mes périples dans la région et que je peux proposer des produits originaux, dont une majorité en vrac pour éluder le problème des emballages. »

Dans sa camionnette, on peut trouver une multitude de thés, cafés, infusions, miels, confitures mais aussi des pâtes, légumes secs sans oublier les terrines, moutardes et autres produits de bouche. « Je souhaite proposer des produits à prix contenus, mais aussi créer du lien social. »

Philippe PINGET (CLP)

Davantage d'informations au 06.21.99.88.41.